

paille. Si cette question est aussi importante que l'affirme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, alors elle justifie un débat et des discussions en règle à la Chambre. Le refus du gouvernement d'accorder ce temps nous a obligés à tout remettre en question. Les problèmes que voici sont certainement le résultat de ce que nous avons vu ici aujourd'hui. Du côté ministériel, nous n'avons entendu aucune intervention sérieuse.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Je regrette de devoir dire que ma remarque s'applique aussi au très honorable représentant. On n'a rien dit qui puisse expliquer, justifier ou rationaliser non seulement le protocole mais aussi les déclarations qui l'accompagnent. Assurons-nous avant de fermer la porte à de vieux amis, à de vieilles ententes et à de vieilles alliances que nous savons où nous allons. Je recommande au très honorable représentant, s'il ne l'a pas déjà fait, de lire *Pilgrims Progress*.

M. Ray Perrault (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, nous avons tous écouté avec beaucoup d'intérêt le discours que le premier ministre (M. Trudeau) vient de prononcer. Pour la plupart d'entre nous, il a démontré de manière indiscutable la valeur et les possibilités de l'arrangement conclu l'autre jour avec la Russie. Il a prouvé hors de tout doute la futilité de la proposition, exprimée dans la résolution à l'étude, que le protocole aurait dû être soumis à l'examen et à la décision de la Chambre.

Cet après-midi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, des députés et enfin le premier ministre ont cité de nombreux précédents qui indiquent que la procédure adoptée était parfaitement conforme et conséquente aux actes du gouvernement canadien et d'autres. A part cela, je m'inquiète de la mesquinerie et de l'étroitesse des propos que nous avons entendus au sujet de ce qui ne peut qu'être envisagé comme un progrès important dans le développement de la politique extérieure canadienne. Il y a quelques instants, nous avons entendu le député de Peace River (M. Baldwin), le leader de son parti à la Chambre.

L'hon. M. Greene: Il a déjà été un personnage important.

M. Perrault: A-t-il parlé de l'annonce de l'acroissements des ventes canadiennes de blé? Il a passé ces ventes sous silence. Il a feint d'ignorer complètement ce fait important et s'est contenté d'invoquer des arguments qui datent de la guerre froide. Cette façon d'agir est décevante de la part d'un homme qui occupe ce poste. Quelques instants auparavant, nous avions entendu le très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) qui a eu naguère le grand privilège de diriger le gouvernement canadien. D'autres membres du Conseil privé se sont rendus en Russie et ont exprimé le vif plaisir que leur avait causé le chaleureux accueil russe. Le très honorable représentant de Prince-Albert n'était pas du même avis il y a quelques années. Le *Star* de Toronto, dans son numéro du 17 octobre 1969 déclare:

L'ancien premier ministre du Canada, John Diefenbaker, nourrit un rêve et il espère que les Russes l'aideront à le réaliser.

Voici la suite:

Diefenbaker a dit ensuite qu'ils étaient d'accord pour que le Canada et l'URSS collaborent dans le cadre d'un programme d'échanges scientifiques visant l'aménagement des régions arctiques.

Selon un autre article, M. Diefenbaker aurait déclaré que la rencontre n'aurait pu être plus cordiale et amicale. Voici ce qui a paru le 14 octobre dans le *Star* de Toronto:

L'ancien premier ministre John Diefenbaker s'est installé aujourd'hui dans la chambre qu'utilisait Lénine à l'hôtel National de Moscou et s'est préparé à rencontrer Dimitri Polyanski, premier ministre adjoint de l'Union soviétique.

Interrogé au sujet des dispositions prises pour son séjour, il s'est dit clairement satisfait. Il a déclaré qu'on lui avait donné la chambre d'hôtel somptueusement meublée, avec balcon, d'où Lénine, en 1917, parlait aux révolutionnaires. Cela devait être une expérience d'envergure. Le *Star* de Toronto dit encore:

Il lui arrive de s'adresser mystérieusement aux murs de sa chambre d'apparat à l'hôtel National où habitait Lénine, et d'où il haranguait en 1917 les hordes révolutionnaires. La GRC a prévenu M. Diefenbaker avant son départ d'Ottawa que des dispositifs d'écoute électroniques seraient probablement installés dans sa chambre.

Apparemment, il parlait cette fois devant un microphone. Mais lorsque l'ancien premier ministre du Canada s'est rendu en Russie, il a fait valoir la nécessité d'établir des rapports de coopération entre nos deux grands pays. Il a insisté sur le fait que le Canada pourrait jouer un rôle fort important. Il a aussi parlé de la valeur des efforts du Canada en vue d'effectuer un rapprochement entre les États-Unis et l'Union soviétique. Voici encore ce que disait le *Star* de Toronto le 14 octobre 1969:

Il a fait sursauter, semble-t-il, les guides de l'Intourist en leur citant les propos de Lloyd George, ancien premier ministre de Grande-Bretagne. Je me souviens que George a dit un jour: «Dieu choisit les petits pays pour offrir au monde le vin le plus doux de la démocratie.»

Peut-être qu'au moins ici, nous faisons fermenter un vin qui produira de bons résultats. Certains de ceux qui ont participé au débat aimeraient, semble-t-il, perpétuer les sombres années de la guerre froide; ils ne peuvent concevoir que le monde et les situations aient évolué. Certains entretiennent des idées noires et la crainte perpétuelle que chaque fois qu'on conclut un accord au nom du Canada, on ne trahisse nécessairement un accord, les intérêts du pays et que, d'ailleurs, les Canadiens soient incapables de négocier un accord international profitable au pays.

● (4.20 p.m.)

Pourtant il y a ici d'autres députés éclairés qui ne savent que trop bien que nous ne sommes pas en 1947, ni en 1957, ni même en 1967 mais en 1971 et que dans le monde entier la certitude règne que si les nations n'ouvrent pas davantage leurs portes nous risquons non seulement un cataclysme militaire mais un désastre écologique. Nous devons louer le gouvernement actuel d'être prêt à collaborer avec les autres pays, à prendre des initiatives et à contribuer au règlement des différends et des malentendus internationaux. Malgré les affirmations